

Favoriser une prospérité durable

Notre prospérité ne saurait se passer d'un régime commercial ouvert, libéral et bien organisé. Le Canada est un pays où les salaires et les coûts sont élevés, et, pour assurer sa prospérité, il faut accroître la productivité et les compétences de notre population active dans le secteur primaire et le secteur secondaire, tout en assurant le développement des industries de l'avenir, celles à fort coefficient de connaissances. Nous devons préserver les marchés d'exportation de nos ressources naturelles en tenant compte des préoccupations environnementales d'aujourd'hui.

La politique commerciale et la politique intérieure (notamment les aspects environnementaux) vont s'imbriquer de plus en plus. Compte tenu de la coordination accrue des politiques économiques, industrielles et commerciales nationales, il nous faut prédire les tendances de cette coordination afin de pouvoir nous ajuster rapidement et efficacement à la globalisation.

Simultanément, les ajustements qui découlent de la globalisation multiplient les frictions commerciales entre les grands partenaires économiques et entravent le progrès des négociations commerciales et économiques multilatérales. Pays de taille moyenne dont les ressources budgétaires sont restreintes, le Canada a tout intérêt à ce que les principaux intervenants des NCM en arrivent à un accord sur la réduction des subventions agricoles et autres et sur l'amélioration du système multilatéral des échanges et des paiements.

Nos objectifs multilatéraux sont clairs - succès de l'Uruguay Round, terrain d'entente sur le financement des exportations et gestion de la dette des pays en développement - mais les arrangements commerciaux régionaux tels que l'ALE et l'ALENA feront progresser, de façon immédiate et efficace, nos intérêts en matière de commerce et d'investissement. Le nouveau programme de la politique commerciale - investissement, services, protection de la propriété intellectuelle - sera défendu dans toutes les négociations, afin d'aider l'industrie canadienne à devenir plus concurrentielle.

Même si la croissance économique globale des pays d'Asie a été la plus remarquable, les réformes internes entreprises dans les pays en développement et en Europe de l'Est - saines politiques macroéconomiques, privatisation, dérèglementation et création d'institutions - devraient accélérer le décollage économique de ces pays. Le rôle des institutions financières internationales (IFI) dans l'établissement de politiques générales pour l'aide au développement et l'allègement de la dette est essentiel pour la coordination de ces politiques entre les pays donneurs. Cette coordination multilatérale garantit l'utilisation à bon escient de crédits restreints. Nous devons nous assurer un rôle dans la formulation de ces politiques et faire en sorte que ce rôle soit conforme à nos priorités.